

PRÉFECTURE DES VOSGES

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES « INONDATIONS » POUR LA RIVIÈRE LA MEUSE DANS LE DEPARTEMENT DES VOSGES dit PPRi Meuse

Direction
Départementale
de l'Équipement (DDE)
des Vosges



Service de l'Urbanisme et de
l'Habitat (SUH)
Cellule Planification de la
Prévention des Risques (PPR)

Communes de :
**Bazoilles-sur-Meuse, Neufchâteau,
Frebécourt, Coussey,
Domrémy-la-Pucelle, Maxey-sur-
Meuse, et Greux.**
(de l'amont vers l'aval).

RÈGLEMENT

22 à 26 avenue Dutac
88 026 EPINAL CEDEX
téléphone : 03 29 69 12 14
télécopie : 03 29 69 13 12
mél : dde-vosges@equipement.gouv.fr

Le Préfet

Vu
d'a
en

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 1 – DISPOSITIONS LEGALES	4
ARTICLE 2 – PRINCIPES GENERAUX DE DELIMITATION DU ZONAGE	5
2.1. EVENEMENT DE REFERENCE	5
2.2. CLASSIFICATION DES ALEAS	6
2.3. ZONAGE REGLEMENTAIRE	6
ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION	7
ARTICLE 4 – EFFETS DU PPRI	7
4.1 - GENERALITES	7
4.2 - CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES	8
4.3 – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX ET A LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES	8
TITRE 2 - REGLEMENTATION DES PROJETS	9
CHAPITRE 2.1 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES ROUGES	9
ARTICLE 1 – SONT INTERDITS :	9
ARTICLE 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :	10
ARTICLE 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	11
3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :	11
3.2. MESURES OBLIGATOIRES	11
3.3. MESURES RECOMMANDEES	11
ARTICLE 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :	12
4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :	12
4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :	12
4.3. RESEAUX DE GAZ :	12
4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :	13
4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :	13
4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	13
4.7. STATION D'EPURATION :	13
CHAPITRE 2.2 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES BLEUES	14
ARTICLE 1 – SONT INTERDITS :	14
ARTICLE 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :	15

ARTICLE 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :	16
3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :	16
3.2. MESURES OBLIGATOIRES	16
3.3. MESURES RECOMMANDEES	17
ARTICLE 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX	
COLLECTIFS :	17
4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :	17
4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :	18
4.3. RESEAUX DE GAZ :	18
4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :	18
4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :	18
4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :	18
4.7. STATION D'EPURATION :	18
TITRE 3 – REVISION DU PPRI	19
TITRE 4 – MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE	
SAUVEGARDE	20
CHAPITRE 4.1 – INFORMATION PREVENTIVE	20
CHAPITRE 2.1 – LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DIT PCS	21
TITRE 5 – ENTRETIEN DE LA RIVIERE LA MEUSE	22
GLOSSAIRE	23

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – DISPOSITIONS LEGALES

La loi n°95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de la nature a institué les Plans de Prévention des Risques dit PPR, prescrits et élaborés par l'Etat (conformément au Code de l'Environnement).

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et la loi n°2004-811 du 13 août 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile.

La circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables a défini notamment les objectifs suivants :

- **" interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables ;**
- **préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval ;**
- **sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées. "**

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

- le premier principe conduit, à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, à interdire toute construction nouvelle et à saisir toutes les opportunités pour diminuer le nombre de constructions exposées. Dans les zones où les aléas sont moins importants, à réduire la vulnérabilité des constructions qui pourraient être autorisées. D'une façon générale, à inciter les autorités locales et les particuliers à prendre les mesures adaptées pour protéger les habitations existantes ;
- le second principe amène à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues,
- le troisième principe consiste à éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

Ces principes se traduisent de la manière suivante :

- les secteurs peu ou pas urbanisés doivent être totalement préservés. Il en résulte que seules les activités compatibles avec l'inondation peuvent y être autorisées ;
- les espaces déjà urbanisés ne devront plus s'étendre en zone inondable ni se densifier dans les secteurs les plus dangereux. La priorité doit être accordée à la protection des lieux habités et à la diminution de la vulnérabilité des personnes et des biens.

On trouvera en annexe les extraits de codes, lois, décrets, arrêtés et circulaires ainsi que les objectifs du SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) Rhin-Meuse, régissant les Plans de Prévention des Risques dit PPR.

Article 2 – PRINCIPES GENERAUX DE DELIMITATION DU ZONAGE

Les principes généraux de délimitation du zonage résultent de la recherche d'un compromis opérationnel tenant compte des activités existantes et permettant leur développement sous une double condition :

- que la durabilité des activités ne doit pas être remise en cause par l'aléa inondation,
- que les activités en amont ou en aval n'aggravent pas les crues.

Le zonage réglementaire s'appuie essentiellement sur la **prise en compte** :

- des **zones d'aléas les plus forts**, pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et des biens,
- des **zones d'expansion des crues à préserver**, essentielles pour une gestion globale des cours d'eau assurant une solidarité des communes amont-aval,
- des espaces urbanisés, et notamment des **centres urbains**, pour tenir compte de leurs contraintes spécifiques,

2.1. EVENEMENT DE REFERENCE

Le phénomène de référence retenu est celui de la **crue du 29 décembre 2001** la plus importante connue dont l'extension a été déterminée à l'aide d'une enquête de terrain. Le support de l'ensemble des données est néanmoins constitué par l'étude de la crue de référence (type 83) dont les caractéristiques ont été déterminées préalablement (débit, niveaux maximums atteints, vitesses de courant, etc.) et sont exposées dans les rapports d'études hydrauliques réalisés (jointés en annexe BCEOM et SOGREAH).

.../...

PPRI LA MEUSE – DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNES DE BAZOILLES-SUR-MEUSE, NEUFCHATEAU, FREBECOURT,
COUSSEY, DOMREMY-LA-PUCELLE, MAXEY-SUR-MEUSE ET GREUX
REGLEMENT

2.2. CLASSIFICATION DES ALEAS

Conformément aux directives ministérielles, la classification de l'aléa s'appuie sur les hauteurs d'eau atteintes lors de la crue de référence et les vitesses estimées suivant que l'on se trouve dans le lit mineur, en bordure de celui-ci, ou dans une zone de débordement du lit majeur :

	0<H<0,5 m	0,5<H<1 m	1<H<2 m	2 m<H
Zone de stockage (vitesse faible)	aléa faible	aléa moyen	aléa fort	aléa très fort
Zone d'écoulement (vitesse moyenne)	moyen	moyen	fort	très fort
Zone de grand écoulement (vitesse forte)	fort	fort	très fort	très fort

NB : on retient généralement une appréciation qualitative des vitesses et lorsque l'on dispose de données quantitatives, on considère que la vitesse est faible en dessous de 0,2 m/s, moyenne de 0,2 à 0,5 m/s et forte au-delà.

2.3. ZONAGE REGLEMENTAIRE.

Le croisement sur une même carte des aléas avec les enjeux (comprenant les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement) permet d'établir une carte du risque sur laquelle va s'appuyer le zonage réglementaire.

Enjeux Aléas	Centres urbains fortement urbanisés existants	Zones industrielles et commerciales existantes	Zones d'extension d'agglomération existantes	Zones d'expansion de crues à préserver	Autres zones
Aléa très fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa moyen	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge
Aléa faible	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge ou bleue (*)

(*) le distinguo est réalisé en fonction des besoins d'expansion de la commune et des possibilités qui s'offrent à elle.

Zones rouges : zone d'interdiction en raison des contraintes croisées d'aléa et d'enjeux. On notera que la préservation des champs d'expansion des crues étant un enjeu majeur (permettant de ne pas aggraver la crue en amont ou en aval), la zone sera classée en zone rouge même en présence d'un aléa faible (hauteur de crue faible).

Zones bleues : zone d'autorisation avec prescriptions spécifiques.

En application de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlements d'urbanisme et règlements de construction).

Article 3 – CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique aux communes riveraines de la Meuse sur le département des Vosges, c'est à dire :

1. Bazoilles-sur-Meuse,
2. Neufchâteau,
3. Frébecourt,
4. Coussey,
5. Domrémy-la-Pucelle,
6. Maxey-sur-Meuse,
7. Greux.

Il détermine les mesures d'interdiction et de prévention à mettre en œuvre contre les inondations de la Meuse, seul risque prévisible pris en compte dans ce document.

Article 4 – EFFETS DU PPRI

4.1. GENERALITES

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupation du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme ou par le Code de l'Environnement (en particulier de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau). Aux règles propres du PPRI s'ajoutent les prescriptions des autres législations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Il appartient au Préfet de veiller à la réalisation effective des mesures obligatoires. A défaut, il peut mettre en demeure le propriétaire, l'exploitant ou l'utilisateur, de les exécuter. Si la mise en demeure reste sans effet, il peut ordonner leur réalisation au frais du responsable.

Le PPRI définit des mesures qui ont valeur de règles de construction au titre du Code de la Construction et de l'Habitation conformément à l'article R126-1 dudit Code, et le maître d'ouvrage s'engage à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire. Les professionnels chargés de réaliser les projets sont responsables des études et des dispositions qui relèvent du Code de la Construction.

Le PPRi vaut servitude d'utilité publique opposable à toute personne publique ou privée. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme en vigueur sur les communes concernées, notamment au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ou au Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) suivant le cas, conformément à l'article R 126-1 du Code de l'Urbanisme. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans un délai de 3 mois, le représentant de l'Etat y procède d'office conformément à l'article du Code de l'Urbanisme précité.

4.2. CONSEQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITES

Les biens et activités existants et autorisés antérieurement à la publication du PPRi continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82.600 du 13 juillet 1982.

Les prescriptions du PPRi sont obligatoires dès que des travaux sont mis en œuvre et le respect des dispositions du PPRi conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté ministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRi approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le PPRi est puni de peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme. Les infractions sont constatées par des agents assermentés (article 40-5 de la loi 87-565 du 22 juillet 87). Dans ce cas l'assuré ne pourra pas bénéficier de la réparation des dommages matériels occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel même si l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté ministériel.

4.3. DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ECOULEMENT DES EAUX ET A LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES.

Le présent règlement détermine les dispositions à prendre pour éviter de faire obstacle à l'écoulement des eaux et de restreindre, d'une manière nuisible, les champs d'expansion des crues.

TITRE 2

REGLEMENTATION DES PROJETS

Les Plans de Prévention des Risques (PPR) peuvent fixer des règles particulières de construction, d'aménagement et d'exploitation conformément à l'article R 126-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

CHAPITRE 2.1. - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES ROUGES

Les **zones rouges** représentent notamment

- les zones les plus exposées, où les inondations exceptionnelles sont redoutables, notamment en raison des hauteurs d'eaux atteintes, supérieures au mètre,
- la zone d'expansion des crues à préserver de toute urbanisation nouvelle afin de ne pas aggraver les inondations en aval, mais aussi en amont,

Pour plus de précisions voir l'article 2 du titre 1 qui définit les principes généraux de délimitation du zonage.

C'est une zone dite zone d'interdiction dans laquelle le **développement est strictement contrôlé**.

Article 1 – SONT INTERDITS :

D'une manière générale, dans ces zones, de façon à assurer la sécurité des populations et à ne pas modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues, **sont interdits** :

- les opérations nouvelles (tous types de construction et d'activités),
- les dépôts et stockage de matières dangereuses ou polluantes,
- les dépôts et stockage de matériels et de produits flottants ou susceptibles de faire obstacle à l'écoulement des eaux, même stockés de façon temporaire
- les citernes
- les remblais,
- la reconstruction d'un bâtiment détruit par une inondation ou détruit volontairement,
- les changements de destination visant à créer un logement sous la cote de référence
- la création ou l'extension de locaux à usage d'habitation sous la cote de référence,
- la création ou l'extension de sous-sols enterrés,
- la création ou l'extension de terrains de camping-caravaning ou d'habitations légères de loisir, ainsi que les aires d'accueil pour les gens du voyage,
- les plantations forestières et notamment les plantations d'épicéas,
- les installations liées à l'exploitation des carrières ou gravières dans les zones d'aléas forts et très forts (hauteur d'eau supérieure au mètre), ainsi que la mise en place de remblais ou tout autre système de protection par rapport aux crues,
- les clôtures faisant obstacle à l'écoulement des eaux,
- le stationnement de caravanes non arrimées sur les propriétés privées dans la période du 15 novembre au 30 avril est strictement interdit,
- le stationnement de caravanes sur le domaine public dans la même période
- et d'une façon générale tout ce qui n'est pas autorisé.

Article 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :

- de ne pas aggraver les risques et de ne pas en créer de nouveaux,
- de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés :
- et de préserver le libre écoulement des eaux et les zones d'expansion des crues,

- les travaux ou constructions réalisés par une collectivité territoriale ou par l'Etat dans le cadre des mesures prises pour assurer une meilleure protection des personnes et des biens, y compris les systèmes de détection ou d'alerte,
- les ouvrages, installations et constructions strictement nécessaires au maintien, au fonctionnement et au développement des services publics ou d'intérêt public dont la présence est techniquement justifiée sur ce lieu (par exemple pylône, poste de transformation d'électricité, équipements liés à la lutte contre les inondations, ...),
- les travaux et équipements publics d'infrastructure, sous réserve de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique de construire hors zone à risques. Cette justification analysera les sites potentiels hors zones à risques et les critères de choix. Elle sera accompagnée d'une étude de protection de l'ensemble des ouvrages contre les crues et d'impact sur la ligne d'eau et l'expansion des crues, avec proposition des mesures compensatoires nécessaires. La même justification est demandée lors du développement d'ouvrages existants,
- les travaux d'entretien, de sécurité et de gestion courants des constructions et des installations existants antérieurement à la publication du PPRI,
- les modifications de la destination des constructions existantes et des équipements associés ne créant pas de nouveaux logements et sans stockage de produits dangereux,
- les réparations et la reconstruction de bâtiments sinistrés pour des causes autres que le risque inondation ou la démolition volontaire sans augmentation de la SHON (surface hors œuvre nette) ni construction de logements sous la cote de référence et respectant les règles de construction des constructions nouvelles des zones bleues et sous condition que la sécurité des occupants soit assurée et que la vulnérabilité de ces biens soit diminuée,
- l'arasement au niveau du terrain naturel avoisinant ou initial des remblais qui aggravent les risques d'inondation à l'amont, au droit ou en aval de leur implantation,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des parcs, jardins et espaces verts,
- les terrains de jeux, de sports, ou de loisirs à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable et qu'ils n'imperméabilisent pas les sols,
- les aires de stationnement temporaires liées aux activités de loisir sous condition qu'elles ne limitent pas la perméabilité du sol et ne comportant pas d'obstacle aux crues,
- les activités liées à la voie d'eau, les constructions, installations et travaux divers **strictement** nécessaires à l'exercice de l'activité portuaire et les équipements à vocation de loisirs pour le sport nautique ou le tourisme fluvial sous réserve d'avoir été conçus en tenant compte du risque de crue. Les constructions seront implantées dans le sens du courant et le premier plancher devra se situer au-dessus de la cote de référence. Les matériaux utilisés devront être résistants à l'eau et les fondations transparentes à l'eau (exemple : construction sur pilotis),
- la création d'étangs de toute nature, de piscicultures, sous réserve qu'aucun remblai, digue, exhaussement, etc., ne soit réalisé dans ce cadre et dans le respect des procédures de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

- la création de carrières ou gravières sous réserve qu'aucun remblai, digue, exhaussement, etc., ne soit réalisé dans ce cadre et dans le respect des procédures de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et du décret n° 94-484 du 9 juin 1994. Les installations nécessaires à leur exploitation seront situées dans les zones d'aléas faible et moyen (hauteur d'eau atteinte par la crue de référence inférieure au mètre) et doivent être soit déplaçables, soit ancrées afin de résister à la pression de l'eau et aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Le matériel électrique doit être démontable et les installations doivent être placées dans le sens du courant. Les stocks et dépôts de matériaux seront circonscrits au périmètre d'exploitation, les cordons de matériaux alignés dans le sens du courant et leur emprise inférieure à 20 % de la surface du terrain.
- les cultures annuelles (voir mesure d'interdiction) et les pacages,
- les haies et clôtures strictement nécessaires aux usages agricoles ne pouvant s'exercer sur des terrains moins exposés et sous condition qu'**elles ne perturbent pas l'écoulement des eaux** ; les haies formant un alignement devront être dans le sens du courant ; les clôtures seront à 4 fils maximum superposés avec les deux fils inférieurs en fils lisse et poteaux espacés d'au moins 3 mètres sans fondation dépassant le terrain naturel,
- les plantations d'arbres de haute tige en bord de rivière espacées d'au moins 6 mètres.

D'une manière générale, toute intervention en zone rouge, dans le cadre fixé ci-dessus, sera soumise pour avis au service chargé de la police de l'eau.

Article 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :

Dans un **délai de 5 ans** à compter de la publication du présent PPRI, et **dès la première indemnisation** ainsi que pour **tout remplacement et nouvel aménagement** les mesures de prévention prévues par ce PPRI concernant des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme avant l'approbation du plan devront être réalisées, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan sauf pour celles concernant le stockage de produits dangereux (cf. liste fixée par nomenclature des installations classées et règlement sanitaire départemental).

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant et choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

L'accord de l'autorité compétente fera l'objet d'une demande adressée au préfet des Vosges, deux mois avant toute intervention.

3.2. MESURES OBLIGATOIRES :

- Suppression dans un délai de 2 ans du stockage même occasionnel de produits dangereux ou polluants (hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, etc.) en dessous de la cote de référence, quelle qu'en soit la quantité (hors citernes et cuves domestiques).
- Toutes mesures et dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits flottants.
- Les citernes et cuves devront être suffisamment enterrées, lestées ou surélevées pour résister à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves devra être situé au-dessus de la cote de référence et les événements situés au moins un mètre au-dessus de cette cote.
- Arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence.

3.3. MESURES RECOMMANDEES :

Pour les réseaux collectifs :

- réseaux électriques : les postes moyennes et basses tension devront être positionnés à un mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation. Prévoir des groupes électrogènes de secours pour assurer l'alimentation des équipements sensibles.
- réseaux téléphoniques : les coffrets de commande et d'alimentation devront être positionnés au-dessus de la cote de référence ou être rendus étanches.
- réseaux d'eau potable : les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc.) seront situés au-dessus de la cote de référence ou étanchéifiés.
- réseaux d'assainissement : ils devront être équipés de clapets anti-retour aux points de rejet situés en dessous de la cote de référence.
- station d'épuration située en zone inondable : elle doit être protégée de l'immersion par des dispositifs techniques (endiguement, surélévation des ouvrages). Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques devront être hors d'eau par rapport à la cote de référence. Les ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations, ...) devront être conçus pour éviter leur flottaison dans l'hypothèse de la crue de référence.
- réseau pluvial : installation de clapets anti retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Procéder au verrouillage des tampons des regards en zone inondable.
- mise hors d'eau des réseaux sensibles à l'eau.

Pour les constructions et ouvrages :

- l'utilisation sous la cote de référence de techniques et de matériaux résistant aux pressions et vitesses d'écoulement locales et à une période d'immersion de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements.
- Les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) devront être dotés de dispositifs de mise hors circuit automatique ou rétablis au-dessus de la cote de référence. Les branchements et comptage seront réalisés au minimum à 0,50 mètre au-dessus de la cote de référence.
- Les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc., devront être placés au-dessus de la cote de référence.
- Les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone, électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc.) seront munis en tant que de besoin de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.

Article 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :

Les créations, extensions et renforcement, ainsi que les réfections ou entretiens lourds devront au minimum se conformer aux points suivants :

4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :

Les postes moyennes et basses tensions devront être positionnés à 1 mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation.

Les lignes enterrées doivent être étanches.

Les branchements des habitants et le comptage seront réalisés au minimum à 0,50 m au-dessus de la cote de référence.

4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence tout le matériel sensible : armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc.

4.3. RESEAUX DE GAZ :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence tout le matériel sensible : compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc.

4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence les ouvrages (captage et pompages) d'exploitation de la ressource, les ouvrages de stockage (réservoirs).

De plus, les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :

Les postes de relèvement ou de refoulement sont hors d'eau par rapport à la cote de référence.

Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.

4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Installation de clapets anti-retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et de postes de refoulement. Verrouillage des tampons des regards. Conception intégrée de l'assainissement pluvial en milieu urbain (voir fiche 5/1 en fin de règlement).

4.7. STATION D'EPURATION :

Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables.

Pour de plus amples informations sur ces divers points, se référer aux fiches 4/2 à 4/8 et 5/1 en fin de règlement.

CHAPITRE 2.2. - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES BLEUES

La **zone bleue** est composée des zones déjà urbanisées avec un aléa moyen ou faible (hauteur d'eau lors d'une crue de référence inférieure à 1 mètre) et des zones non urbanisées strictement nécessaires au développement de la commune avec un aléa faible (hauteur d'eau pour une crue de référence inférieure à 50 cm) ; **les alternatives d'implantation en dehors des zones inondables seront privilégiées.**

C'est une zone dite **zone d'autorisation avec prescriptions spécifiques** de manière à ne pas empêcher le développement de la commune tout en assurant la sécurité des personnes et des biens et en n'aggravant pas les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues.

Des constructions nouvelles peuvent y être autorisées sous réserve de respecter certaines conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation adaptées au risque.

Les règles de construction définies dans le présent PPRI sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage qui s'engage à les respecter lors du dépôt de demande de permis de construire, et des professionnels (maîtres d'œuvre) chargés de réaliser les projets.

Les aménagements susceptibles de modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues comme les remblais (sauf ceux strictement nécessaires aux bâtiments agricoles en limitant leur emprise aux bâtiments et à leurs accès), les dépôts de matériels flottants ou dangereux doivent être proscrits.

Article 1 – SONT INTERDITS :

- la construction d'établissements accueillant en hébergement des personnes dont l'évacuation en cas de crue soulèverait des difficultés particulières en raison de l'absence d'autonomie de déplacement des personnes concernées,
- les activités industrielles ou commerciales présentant un risque de pollution ou une perte d'exploitation importante en cas de crue,
- la reconstruction de tout édifice détruit par un sinistre dû à une inondation,
- la création ou l'extension de terrains de camping-caravaning ou d'habitations légères de loisir, ainsi que les aires d'accueil pour les gens du voyage,
- la création de logements sous la cote de référence,
- les aménagements de locaux à usage d'habitation par changement de destination ou les extensions significatives de locaux à usage d'habitation, sous la cote de référence,
- la création de sous-sols, et tout aménagement en dessous du terrain naturel,
- les citernes,
- les dépôts et stockages de matières dangereuses, toxiques ou polluantes, de déchets industriels et d'ordures ménagères, etc.,
- l'installation d'activités nouvelles produisant des produits dangereux pour l'hygiène et la sécurité publique,
- le stockage de matériels et de produits flottants,
- les remblais (sauf ceux nécessaires à des constructions agricoles et en limitant leur emprise aux bâtiments et à leurs accès),
- les clôtures pleines faisant obstacle à l'écoulement des eaux,
- le stationnement de caravanes non arrimées sur les propriétés privées dans la période du 15 novembre au 30 avril est strictement interdit,
- le stationnement de caravanes sur le domaine public dans la même période.

Article 2 – SONT AUTORISES SOUS RESERVE :

- **de ne pas aggraver les risques et de ne pas en créer de nouveaux,**
 - **de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes, biens et activités exposés :**
 - **et de préserver le libre écoulement des eaux et les zones d'expansion des crues,**
-
- les travaux ou constructions réalisés par une collectivité territoriale ou par l'Etat dans le cadre des mesures prises pour assurer une meilleure protection des personnes et des biens et réduire les conséquences du risque inondation, y compris les systèmes de détection ou d'alerte,
 - les travaux d'entretien, de sécurité et de gestion courants des constructions et des installations existants antérieurement à la publication du PPRI sans augmentation de l'emprise au sol, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent le risque ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée,
 - les modifications de la destination des constructions existantes et des équipements associés ne créant pas de nouveaux logements sous la cote de référence,
 - les réparations et la reconstruction de bâtiments sinistrés pour des causes autres que le risque inondation ou la démolition volontaire sous condition que la sécurité des occupants soit assurée et la vulnérabilité des biens réduite, et respectant les règles de construction ci-après définies.
 - les constructions et opérations nouvelles dans cette zone respectant :
 - 1. les règles d'urbanisme :
 - l'emprise au sol des constructions ne dépassera pas le quart de la surface des terrains,
 - le dessous du plancher du premier niveau habitable sera situé à au moins 30 cm au-dessus de la cote de référence,
 - les sous-sols sont interdits,
 - 2. les règles de construction (article R 126-1 du code de la construction) :
 - les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les matériaux, fondations, structures mis en œuvre résistent aux forces exercées par les écoulements de la crue de référence définie dans ce PPRI,
 - les parties de construction situées au-dessous de la cote de référence seront réalisées à partir de matériaux insensibles à l'eau,
 - les ouvrages et les matériels techniques notamment ceux liés aux canalisations, équipements et installations linéaires (câbles, lignes, transport d'énergie, de chaleur ou des produits chimiques, canalisation d'eau et assainissement, ...) seront étanches et équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou installés à 0,50 m au-dessus de la crue de référence,
 - les matériels électriques, électroniques, micromécaniques, et appareils de chauffage seront installés au-dessus de la cote de référence augmentée de 0,50 m,
 - installation de clapets anti-retour sur les réseaux assainissements et eaux usées.
 - les piscines dimensionnées pour résister aux sous-pressions et pressions hydrostatiques correspondant à la crue de référence et avec des unités de traitement installées au-dessus de la cote de référence.

- les travaux et équipements publics d'infrastructure, sous réserve de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique de construire hors zone à risques. Cette justification analysera les sites potentiels hors zones à risques et les critères de choix. Elle sera accompagnée d'une étude de protection de l'ensemble des ouvrages contre les crues et d'impact sur la ligne d'eau et l'expansion des crues, avec proposition des mesures compensatoires nécessaires. La même justification est demandée lors du développement d'ouvrages existants.
- l'arasement au niveau du terrain naturel avoisinant ou initial des remblais qui aggravent les risques d'inondation à l'amont, au droit ou en aval de leur implantation,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des parcs, jardins et espaces verts,
- les terrains de jeux, de sports, ou de loisirs

D'une manière générale, toute intervention en zone bleue, dans le cadre fixé ci-dessus, sera soumise pour avis au service chargé de la police de l'eau.

Article 3 – MESURES APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS :

3.1. CONDITIONS D'APPLICATION :

Dans un **délai de 5 ans** à compter de la publication du présent PPRI, et **dès la première indemnisation** ainsi que pour **tout remplacement et nouvel aménagement** les mesures de prévention prévues par ce PPRI concernant des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme avant l'approbation du plan devront être réalisées, dans la mesure où leur coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Dans le cas où le coût serait supérieur à 10 %, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines de ces mesures de façon à rester dans la limite de 10 % définie ci-avant et choisies sous sa responsabilité selon un ordre de priorité visant en premier lieu à assurer la sécurité des personnes, et en second lieu à minimiser le montant des dommages potentiellement entraînés par les inondations.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

3.2. MESURES OBLIGATOIRES :

- Suppression dans un délai de 2 ans du stockage même occasionnel de produits dangereux ou polluants (hydrocarbures, engrais, désherbants, pesticides, etc.) en dessous de la cote de référence, quelle qu'en soit la quantité (hors citernes et cuves domestiques).
- Toutes mesures et dispositifs visant à empêcher la dispersion d'objets ou de produits flottants.
- Les citernes et cuves domestiques devront être suffisamment enterrées, lestées ou surélevées pour résister à la crue de référence. L'orifice de remplissage des cuves devra être situé au-dessus de la cote de référence et les événements situés au moins un mètre au-dessus de cette cote.
- Arrimage des caravanes par des ancrages capables de résister à la crue de référence.

3.3. MESURES RECOMMANDEES :

Pour les réseaux collectifs :

- réseaux électriques : les postes moyennes et basses tension devront être positionnés à un mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation. Prévoir des groupes électrogènes de secours pour assurer l'alimentation des équipements sensibles.
- Réseaux téléphoniques : les coffrets de commande et d'alimentation devront être positionnés au-dessus de la cote de référence ou être rendus étanches.
- réseaux d'eau potable : les équipements spéciaux (réservoirs, pompes, ouvrages de traitement, etc.) seront situés au-dessus de la cote de référence ou étanchéifiés.
- réseaux d'assainissement : ils devront être équipés de clapets anti-retour aux points de rejet situés en dessous de la cote de référence.
- station d'épuration située en zone inondable : elle doit être protégée de l'immersion par des dispositifs techniques (endiguement, surélévation des ouvrages). Les appareils électriques et les bâtiments stratégiques devront être hors d'eau par rapport à la cote de référence. Les ouvrages (décanteurs, bassins d'aérations, ...) devront être conçus pour éviter leur flottaison dans l'hypothèse de la crue de référence.
- Réseau pluvial : installation de clapets anti retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et des postes de refoulement. Procéder au verrouillage des tampons des regards en zone inondable.
- Mise hors d'eau des réseaux sensibles à l'eau.

Pour les constructions et ouvrages :

- l'utilisation sous la cote de référence de techniques et de matériaux résistant aux pressions et vitesses d'écoulement locales et à une période d'immersion de manière à réduire la vulnérabilité du bâti et de ses aménagements.
- Les réseaux électriques situés au-dessous de la cote de référence (sauf alimentation étanche de pompes submersibles) devront être dotés de dispositifs de mise hors circuit automatique ou rétablis au-dessus de la cote de référence. Les branchements et comptage seront réalisés au minimum à 0,50 mètre au-dessus de la cote de référence.
- Les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs des chaudières, les appareils électroménagers, etc., devront être placés au-dessus de la cote de référence
- Les réseaux privatifs (eau, gaz, téléphone, électricité, eaux usées, autres tuyaux, etc.) seront munis en tant que de besoin de dispositifs destinés à éviter les remontées d'eau dans les constructions.

Article 4 – CREATION, EXTENSION, RENFORCEMENT DES RESEAUX COLLECTIFS :

Les créations, extensions et renforcement, ainsi que les réfections ou entretien lourd devront au minimum se conformer aux points suivants :

4.1. RESEAUX ELECTRIQUES :

- Les postes moyennes et basses tensions devront être positionnés à 1 mètre au-dessus de la cote de référence et être accessibles en cas d'inondation.
- Les lignes enterrées doivent être étanches.
- Les branchements des habitants et le comptage seront réalisés au minimum à 0,50 m au-dessus de la cote de référence.

4.2. RESEAUX TELEPHONIQUES :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence tout le matériel sensible : armoires, lignes, centraux téléphoniques, etc.

4.3. RESEAUX DE GAZ :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence tout le matériel sensible : compteurs de distribution, postes et sous-stations, etc.

4.4. RESEAUX D'EAU POTABLE :

Mettre hors d'eau par rapport à la cote de référence les ouvrages (captage et pompages) d'exploitation de la ressource, les ouvrages de stockage (réservoirs).

De plus, les dispositions prises et les produits choisis doivent assurer la pérennité des ouvrages (éviter les ruptures) et l'étanchéité parfaite (éviter la pollution).

4.5. RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES :

Les postes de relèvement ou de refoulement sont hors d'eau par rapport à la cote de référence.

Les tampons des regards en zone inondable seront verrouillés.

4.6. RESEAU D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL :

Installation de clapets anti-retour au niveau des rejets dans le milieu naturel et de postes de refoulement. Verrouillage des tampons des regards. Conception intégrée de l'assainissement pluvial en milieu urbain (voir fiche 5/1 en fin de règlement).

4.7. STATION D'EPURATION :

Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables.

Pour de plus amples informations sur ces divers points, se référer aux fiches 4/2 à 4/8 et 5/1 en fin de règlement.

TITRE 3
REVISION DU PPRI

Le présent PPRI pourra être modifié conformément à l'article 8 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 suivant la même procédure que celle de son élaboration pour tenir compte, du moment qu'elles sont significatives, des améliorations apportées aux écoulements suite à des travaux de protection ou à contrario, de tout élément (crues, études, imperméabilisation, etc.) remettant en cause le périmètre délimité.

TITRE 4

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

CHAPITRE 4.1. – INFORMATION PREVENTIVE

L'information préventive doit consister à renseigner les populations sur les risques majeurs auxquels elles sont exposées tant sur leur lieu de vie, que de travail ou de vacances.

En cas de risque, le citoyen doit être informé sur les risques qu'il encourt et sur les mesures de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre (cf. loi 87-565 du 22 juillet 1987, article 21, loi 2003-699 du 30 juillet 2003 et loi n°204-811 du 13 août 2004).

Pour cela, le maire établit un document d'information qui fait connaître à la population les zones soumises à des inondations et l'intensité du risque par les moyens à sa disposition.

Ce document d'information recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles de ces mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police (cf. article 3 du décret 90-918 du 11 octobre 1990).

Ce Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) est obligatoire dans les communes dotées d'un PPR approuvé (cf. article 2 du décret précité).

Le maire fait connaître l'existence de ce dossier au public par un affichage en mairie de 2 mois (cf. article 3 du même décret). Le DICRIM peut être consulté librement en mairie.

Le maire organise les modalités de l'affichage et de l'information dans la commune.

Cette information portera au minimum sur (cf. circulaire 91-43 du 10 mai 1991 et son annexe) :

- l'existence du risque inondation et indications de ses caractéristiques (fréquence, hauteur d'eau, etc.),
- les mesures prises pour limiter ces risques (inconstructibilité, mesures obligatoires et recommandées, etc...),
- les modalités de l'alerte,
- les numéros d'appel téléphoniques auprès desquels la population peut s'informer avant, pendant et après la crue (mairie, préfecture, centre de secours, gendarmerie, ...),
- la conduite à tenir.

Elle fera l'objet d'un affichage dans les locaux recevant du public, mentionnant la nature du risque, les modalités d'alerte et la conduite à tenir.

CHAPITRE 4.2. – LE PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DIT PCS

Depuis la loi 2004-811 du 17 août 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile, et conformément à l'article 13 de cette loi, un plan communal de sauvegarde (dit PCS) est obligatoire dans les communes dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé.

Un décret en Conseil d'Etat précisera le contenu du plan communal de sauvegarde et déterminera les modalités de son élaboration.

Le PCS est arrêté par le maire de la commune et sa mise en œuvre relève également du maire.

Le PCS regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Il détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population. Il peut désigner l'adjoint au maire ou le conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile.

TITRE 5

ENTRETIEN DE LA RIVIERE LA MEUSE

La prévention des inondations nécessite des travaux d'entretien des cours d'eau qui évitent les encombrements susceptibles de perturber le libre écoulement des eaux.

La rivière la Meuse est un cours d'eau non domanial. Le lit du cours appartient donc aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit (article 98 du code rural).

Le fait que le lit des cours d'eau non domaniaux appartienne aux riverains a pour contrepartie **l'obligation** pour eux **d'en assurer le curage**, conformément à l'article 114 du code rural qui stipule : « *le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques* ».

La jurisprudence a elle même précisé, en rappelant constamment les obligations des propriétaires, la notion de travaux nécessaires qui sont constitués à minima par :

1. le faucardement des herbes et des joncs,
2. la réfection des berges,
3. la suppression des atterrissements préjudiciables,
4. la suppression des arbres qui ont poussé ou sont tombés dans la rivière.

Le préfet peut obliger les propriétaires riverains à assumer les obligations qui leur incombent (articles 115 et 116 du code rural).

Et l'article 117 précise : dans tous les cas, les rôles de répartition des sommes nécessaires au paiement des travaux de curage ou d'entretien des ouvrages sont dressés sous la surveillance du préfet et rendus exécutoires par lui.

Le recouvrement est fait dans les mêmes formes et avec les mêmes garanties qu'en matière de contributions directes.

Le privilège ainsi créé prend rang immédiatement après celui du trésor public.

Structures d'intervention des propriétaires et des collectivités locales (circulaire interministérielle du 17 août 1994 relative aux modalités de gestion des travaux contre les risques d'inondations).

La forme la plus ancienne d'organisation de la protection contre la menace d'inondation est l'association syndicale de propriétaires. Elle a vocation à entreprendre les travaux de curage à la charge des propriétaires riverains. La loi prévoit que le curage peut être l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés, y compris non riverains.

L'article 31 de la loi sur l'eau habilite également les collectivités à réaliser l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial.

GLOSSAIRE

Aléa : phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données.

Centre urbain : il se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (circulaire du 24 avril 1996).

Cote de référence : cote de la crue de référence (crue du 29 décembre 2001).

Crue : période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes et/ou à la fonte de neige.

Dispositions constructives : mesures qu'il appartient au constructeur de concevoir et de mettre en œuvre afin d'assurer l'intégralité de son ouvrage ; elles relèvent du code de la construction et non du permis de construire.

Enjeux : personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils comprennent les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement.

Maître d'œuvre : concepteur ou directeur des travaux, chargés de la réalisation de l'ouvrage.

Maître d'ouvrage : propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Prévention : ensemble des dispositions visant à réduire l'impact d'un phénomène naturel (connaissance des aléas, réglementation de l'occupation des sols, mesures actives et passives de protection, information préventive, prévisions, alerte, plans de secours ...).

Risque : il est la résultante d'enjeux soumis à un aléa. S'il n'y a pas d'enjeux, le risque est nul, quel que soit l'aléa.

Risque majeur : risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, avec des dommages importants et dépassant les capacités de réaction des instances directement concernées.

Servitude d'utilité publique : charge instituée en vertu d'une législation propre affectant l'utilisation du sol ; elle doit figurer en annexe au POS/PLU.

SHOB : (surface hors œuvre brute) la surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

Zone d'expansion de crues : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse faible ou négligeable, mais qui servent à stocker d'importants volumes d'eau en période de crue.